



- Accueil
- Conseils
- Réalités
- Santé
- Collectif de victimes
- Témoignages
- Justice
- Oppositions
- News
- Accidents
- Films
- Livres
- Chansons
- Satires
- Posters
- Friends
- Contact
- Chaîne YouTube
- Je suis NOTME

Dernière mise à jour : 1 février 2019

Pour être informé(e) des nouveaux articles : Saisissez votre adresse e-mail Saisissez votre pays

Contrepoints 1^{er} février 2019 France

Transition énergétique : la ruineuse quête du Graal

Pourquoi est-il nécessaire d'augmenter les tarifs d'électricité ? Ne serait-ce pas à cause du coût grandissant des « soutiens » financiers aux énergies renouvelables éoliennes et photovoltaïques ?



- J'aime 1
- Partager
- Tweeter
- Partager

Par Michel Gay

Michel Gay
 Citoyen ordinaire, abonné EDF et contribuable, Michel Gay a été pilote de chasse dans une vie antérieure. Il est l'auteur du livre « Vive le nucléaire heureux » et anime le site Internet www.vive-le-nucleaire-heureux.com. Il a reçu en décembre 2016 le prix Yves Chelet décerné par la Société Française d'Énergie Nucléaire (SFEN / PACA).

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) a proposé le 30 janvier 2019 une forte hausse du tarif réglementé de l'électricité de 5,9 % TTC (soit 7,7 % (!) sur le tarif hors taxes).

Il est urgent de temporiser...

Le ministère de la Transition écologique et solidaire a aussitôt annoncé que le gouvernement n'appliquera pas cette hausse... en période hivernale... Temporisons !

« Le gouvernement, comme la loi l'y autorise, n'appliquera pas ces hausses tarifaires » estimées à 85 euros par an pour un foyer qui se chauffe à l'électricité. « Il fera ainsi usage des délais prévus par la loi afin de protéger les foyers français ».

Le gouvernement dispose d'un délai légal de trois mois à compter de la proposition de la Commission.

Si le gouvernement souhaite vraiment protéger les Français « et notamment les plus modestes », il serait bien inspiré de s'intéresser aux [origines de cette forte hausse...](#) et de regarder du côté du financement ruineux des éoliennes et du solaire photovoltaïque, comme le [recommande la Cour des comptes](#).

Cette hausse « serait due principalement à une hausse des prix de marché de gros de l'électricité, ainsi qu'à une augmentation du prix des capacités électriques » a expliqué le ministère. Qu'en termes galants ces choses-là sont dites !

Et le gouvernement pourrait-il désigner ces « capacités électriques » dont le coût augmente ?

Ou bien serait-ce politiquement incorrect de dire que les énergies renouvelables éoliennes et photovoltaïques sont ruineuses ?

Mais pour adoucir cette annonce amère (et ce n'est pas la dernière), le ministère rappelle que « la France reste l'un des pays où la hausse est la plus contenue et où l'électricité demeure la moins chère ».

Mais à ce [rythme-là des augmentations](#), ça ne va pas durer...

Un tarif réglementé qui se dérègle

Le tarif réglementé d'électricité est appliqué par EDF à environ 26 millions de foyers. Il prend en compte l'évolution du prix du marché de gros. La CRE propose traditionnellement en août, mais aussi parfois en début d'année, une évolution du tarif hors taxe.

En décembre, le Premier ministre Édouard Philippe s'était engagé à geler les hausses des tarifs... de l'électricité et du gaz au 1^{er} janvier 2019 pour apaiser les Gilets jaunes. Mais la réalité des coûts non maîtrisés des subventions aux énergies renouvelables le rattrape...

Dans le cadre de la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) publiée le 25 janvier 2019, le gouvernement souhaite réformer le marché de l'électricité, pour « faire bénéficier les consommateurs de la stabilité des coûts du parc de production français » (!?). Et il aurait pu dire « du parc de production nucléaire français ».

Pourquoi est-il alors nécessaire d'augmenter les tarifs d'électricité ?

Ne serait-ce pas à cause du coût grandissant des « soutiens » financiers aux énergies renouvelables éoliennes et photovoltaïques ?

Surtout rester politiquement correct !

La majorité de la presse et les prosélytes patentés des énergies renouvelables font preuve de schizophrénie. Leur propagande appelle à défendre la virginité de Gaïa contre tous les Satan industriels soupçonnés d'ambitions prométhéennes. Mais, « en même temps », ils disent vouloir maintenir le niveau de vie des Français par la sobriété recommandée. Ce qu'ils exigent en réalité, c'est la frugalité forcée par les interdictions légales, comme la loi de transition énergétique pour la croissance verte par exemple).

Contre cette forme occidentale de fatwa contre le nucléaire symbole de production durable d'une énergie abondante, la pédagogie rationnelle ne peut plus rien. Il faudra attendre que les réalités physiques et financières pèsent sur le confort de vie sociale des Français pour qu'une révolte populaire (Gilets jaunes ?) remette les pendules à l'heure...

Les lobbies verts...

Nicolas Hulot avait déclaré dans une interview « Mon Graal, c'est de créer des conditions de transition irréversibles ».

Ce principe qui veut ancrer l'avenir dans des technologies du passé (elles datent du XIXe siècle), et qui ne répondent pas au besoin d'une nation moderne, est aux antipodes [de l'esprit de progrès](#).

D'où le rôle « nécessaire » de l'ADEME (Agence pour le Démantèlement Expéditif du Modèle Énergétique) auprès des ministres successifs de l'Écologie. [L'ADEME est le noyau du système](#).

Cette agence étatique (payée avec l'argent des citoyens français) n'a pas honte de sa quête moyenâgeuse d'une aventure stérile que la raison ignore.

Elle s'appuie sur de puissantes associations (Sortir du Nucléaire, Greenpeace, France Nature Environnement, WWF, les amis de la Terre,...) qui sont désormais [officiellement au pouvoir](#). Ces dernières détiennent dorénavant, directement et indirectement, des postes clés dans des ministères et elles sont de plus subventionnées pour cela.

L'instinct et la raison

L'entreprise EDF, dont l'État est le principal actionnaire, semble jouer un jeu trouble en paraissant collaborer à sa propre destruction, et donc à celle des Français par son rôle central dans l'activité économique.

Elle soutient le développement des panneaux solaires (tant qu'ils sont subventionnés car il y a de l'argent à se faire sur le dos des contribuables), et elle paraît courber l'échine devant l'injonction du gouvernement de baisser la part du nucléaire de 75 % à 50 % dans le mix énergétique.

Nicolas Hulot avait aussi déclaré dans la [même interview](#) : « je fonctionne à l'instinct ». Comme les primates ?

Il ferait mieux de s'appuyer [sur la raison](#) et les [avis émis par les Académies](#), surtout en étant en charge de l'avenir de la France...